

L'énergie

ton. Notre bonne étoile a voulu que nous ayons des agriculteurs aussi attachés à produire des aliments pour le pays. Je crains que très bientôt nous allons voir des grèves de producteurs bovins et des grèves de producteurs céréaliers, qui refuseront de livrer leurs produits dans l'espoir d'obtenir une rémunération raisonnable des efforts qu'ils consentent pour nourrir les Canadiens et pour vendre à l'exportation, ce qui réduit d'autant le déficit de notre balance commerciale. C'est là un des quelques secteurs de l'économie qui font plus que leur part. Le gouvernement est bien dur avec lui. Suite à l'augmentation du prix des produits pétroliers et des impôts, sa situation est particulièrement déplorable.

● (2040)

Depuis le retour des libéraux au pouvoir, le prix du pétrole a augmenté à sept reprises. Au cours de la dernière campagne électorale, les libéraux ont prétendu que les augmentations seraient inférieures à celles proposées par les conservateurs. Je suis persuadé que ces promesses électorales les ont aidés à être élus. Les Canadiens ont cru à cette promesse. Moi-même, j'y ai cru un certain temps; mais j'ai beaucoup appris sur les libéraux depuis quelque mois que je suis député à la Chambre des communes. J'ai appris qu'on ne peut croire les promesses des partis politiques lors des campagnes électorales.

Le moment est venu pour le gouvernement fédéral de dire à la population quand il va mettre fin à la situation et quand nous aurons un accord sur la politique énergétique au Canada. Car à ma connaissance, il n'y a pas accord actuellement.

Même si le Programme énergétique national est une bonne chose, il s'enlise depuis quelque temps. Selon moi, nous devrions maîtriser encore davantage le secteur pétrolier au Canada comme c'était le but du Programme à l'origine. Malheureusement, le projet du gouvernement fédéral s'est transformé en un désastre. Nous ne connaissons pas l'autosuffisance énergétique d'ici 1990. Pire, au rythme où nous allons, nous ne l'atteindrons même pas d'ici vingt ans, à moins de faire volte-face et de permettre aux compagnies pétrolières, aux gouvernements provinciaux et aux députés d'exprimer leur point de vue au gouvernement. Car au cours des débats ici même, les députés ont fait d'excellentes propositions pour améliorer notre politique énergétique.

A moins que notre arrogant gouvernement libéral ne se mette à écouter la population, les problèmes que nous connaissons actuellement vont demeurer notre lot pour les années à venir. Il faut que nous fassions quelque chose pour établir une véritable politique énergétique qui nous permette d'accéder à l'auto-suffisance d'ici dix ou vingt ans.

Le gouvernement s'était engagé à stabiliser les prix mais il n'y a pas réussi. Nous assistons à des augmentations en chaîne. Les taux d'intérêt élevés alimentent l'inflation et la montée des coûts est liée à celle du prix des produits pétroliers. Je comprends parfaitement la situation des résidents des localités du Nord et des agriculteurs qui doivent faire face à ces coûts. Car ils ne peuvent les passer à quelqu'un d'autre. Un député conservateur a rappelé que le taux des faillites chez les agriculteurs était le plus élevé qu'on n'ait jamais vu. C'est un indice de la gravité des problèmes qui se posent à la base. Le gouvernement devrait se montrer attentif à ces difficultés et non pas seulement se contenter d'écouter ce qui fait son affaire.

Je sais qu'il n'est pas facile de faire la part des choses pour un gouvernement quand les économistes eux-mêmes ne s'entendent pas. Si on demandait conseil à une dizaine d'économistes, on obtiendrait probablement sept, huit ou même dix avis différents sur la façon de régler nos problèmes. Les prix des combustibles ne sont pas l'unique source de nos difficultés; il y en a bien d'autres, par exemple les taux d'intérêt. Le gouvernement n'est pas l'unique responsable de la situation, mais j'aimerais le voir adopter de nouvelles orientations au lieu de tenter seulement de rafistoler les vieux systèmes. Il serait sans doute possible d'améliorer certains systèmes déjà en place ou encore d'adopter des solutions de rechange déjà proposées.

L'été dernier et même au début de cette année, notre comité a consacré de nombreux efforts et de longues heures au rapport sur les énergies de remplacement. J'espère que le gouvernement se donnera la peine d'étudier les recommandations en matière de recherche et de développement que propose cet intéressant document de manière à mettre au point des sources d'énergie autres que les hydrocarbures et l'énergie nucléaire dont nous sommes à la merci. Je suis certain que nous pourrions disposer d'une grande variété d'autres sources d'énergie. Il faudrait songer tout de suite à mettre en place l'infrastructure nécessaire pour utiliser, par exemple, l'ammoniac hydraté dans certaines machines agricoles, en agriculture, et aussi pour construire davantage de maisons à chauffage solaire.

En attendant, nous sommes à la merci des grosses sociétés pétrolières comme Imperial Oil, Shell, Gulf et Texaco. Nous devons faire des courbettes devant ces sociétés et les dorloter parce que nous sommes à leur merci. Nous n'avons pas d'autres possibilités. Je l'ai dit, j'avais espéré que Petro-Canada nous fournirait une autre solution, mais ce n'est pas le cas jusqu'ici.

Je sais qu'il me reste très peu de temps, monsieur l'Orateur, et je terminerai donc mon discours là-dessus. J'avais d'autres choses à dire au sujet de la hausse du prix des produits pétroliers. La question n'est pas de savoir si cette hausse est nécessaire ou non—je pense que tous les Canadiens reconnaissent que le prix du pétrole doit augmenter dans une certaine mesure, mais nous voudrions savoir à quel point.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps est écoulé.

M. John Evans (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je suis ravi de participer ce soir au débat sur la motion de l'opposition qui blâme le gouvernement d'avoir «augmenté sans nécessité les taxes pétrolières et d'avoir de ce fait grevé tous les consommateurs, et surtout les utilisateurs de mazout, de prix bien supérieurs à ceux qui avaient été promis, sans alléger le fardeau des personnes les plus touchées et les moins capables de s'adapter».

La motion présentée par l'opposition conservatrice dit en réalité deux choses, monsieur l'Orateur. Elle blâme le gouvernement non seulement pour sa politique énergétique, mais aussi de ne pas avoir protégé ceux qui sont prétendument et effectivement touchés par la hausse du prix du pétrole et, sous-entend la motion, par les taux d'intérêt élevés et certains autres facteurs.